

ÉDITORIAL

L'assemblée générale est un moment important de la vie d'une association, surtout lorsqu'il s'agit de la première après sa création. Nous sommes donc heureux de vous convier à notre AG le 21 septembre (voir ci-contre).

Avant la coupure des vacances, le CADTM France a pris part au sommet mondial de la FAO contre la faim à Rome (voir p.4) et aux manifestations du 19 juin contre la dette, notamment dans les régions, devant Bercy et en rencontrant le directeur du Trésor français (voir p.6).

L'actualité économique et financière nous interpelle : faillite de Worldcom (voir p.2), turbulences en Amérique latine (voir p.2), publication du rapport sur le développement humain (voir p.3), sommet de Johannesburg sur le développement durable (voir p.5).

Notre mobilisation est plus que jamais nécessaire dans les semaines à venir pour faire partager notre analyse et présenter nos pistes pour des alternatives.

Nous participerons d'abord à l'université d'été d'Attac, à Arles, où Eric Toussaint interviendra le 23 août. À la rentrée, nous poursuivrons notre action au sein de la plate-forme Dette et Développement (voir bulletin 1 p.2). Le 19 octobre, nous organiserons à Paris un après-midi de formation et de débat sur la dette, pour expliquer ce mécanisme de domination très subtil et répondre aux questions que vous vous posez.

En novembre, nous serons présents au Forum social européen de Florence, pour faire entendre notre voix.

Nous comptons sur vous pour nous accompagner à chacune de ces étapes de notre construction.

L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

AGENDA

21 septembre, 15h : AG du CADTM France, au CICP, 21ter rue Voltaire, Paris 11

Théâtre : "Procès de la dette" à La Bastide-donne (28 sept) et Aix-en-Provence (9 oct).

1-3 octobre : conférences d'Eric Toussaint à Grenoble (le 1), puis à Digne (le 2) et Gap (le 3) à l'invitation d'Attac.

19 octobre, 14h : séance de formation et débat du CADTM France sur la dette, au SNUIPP, 12 rue Cabanis, Paris 14e.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'AG est composée de tous les membres de l'association à jour de leur cotisation. Rappelons qu'à côté de l'abonnement aux publications du CADTM, qui subsiste, une adhésion au CADTM France à prix modique est instaurée depuis peu. C'est elle qui permettra de prendre part au vote lors de cette AG. Il est possible d'adhérer grâce au coupon dans ce bulletin (voir p.6), ou le jour même, à l'ouverture de la séance.

Tout adhérent peut se faire représenter par un autre adhérent, muni d'un mandat écrit, nul ne pouvant détenir plus de trois pouvoirs. Les sympathisants peuvent participer sans droit de vote. Les statuts sont disponibles sur demande et seront consultables à l'AG. Les candidats au CA peuvent se déclarer à l'AG ou dès maintenant par courrier ou par e-mail. L'ordre du jour proposé est le suivant:

- rapport d'activité au 21 septembre
- rapport financier et discussion sur le montant des cotisations
- discussion sur les perspectives d'action et l'intégration des groupes locaux dans l'entité nationale, élaboration du règlement intérieur
- présentation des candidats et élection du CA

Nous vous donnons rendez-vous le 21 septembre à 15h au CICP, rue Voltaire, Paris 11e.

SÉANCE DE FORMATION LE SAMEDI 19 OCTOBRE

Le CADTM France vous invite à une formation sur la dette et sur les alternatives possibles, le 19 octobre à 14h, au SNUIPP, 12 rue Cabanis, Paris 14e (M^e Glacière).

14h-16h : Comment la dette est-elle devenue insoutenable et immorale ? Le rôle de la Banque mondiale, du FMI, du Club de Paris. Étude de cas : le Mali. Débat.

16h15-18h15 : Pourquoi faut-il annuler la dette ? Où en est la lutte pour l'annulation ? L'initiative PPTE en faveur des pays pauvres est-elle crédible ? Débat.

Nombre de places limité, inscription conseillée, voir page 6. Participation : 3 euros.

LE BRÉSIL MIS AU PAS ?

Après quatre ans de récession économique et le défaut de paiement de sa dette extérieure en décembre dernier, l'Argentine fait peur à toute la région sud-américaine où la crise se propage. La visite début août de Paul O'Neill, secrétaire d'Etat américain au Trésor, a donné lieu à d'âpres discussions.

Tout d'abord, l'Uruguay, baptisé "la Suisse de l'Amérique latine", ancien bon élève du FMI comme l'Argentine, voit sa situation s'aggraver. L'activité des banques avait été suspendue fin juillet, pour enrayer la fuite des capitaux. Depuis janvier, les dépôts ont baissé de 45% et les réserves monétaires du pays de plus de 78%. Les plus démunis sont évidemment fortement touchés, et la capitale Montevideo a même subi des pillages. O'Neill n'y est pas venu les mains vides. Un prêt immédiat de 1,5 Mds \$ de la part des USA a permis aux banques de rouvrir, en attendant l'intervention du FMI et de la Banque mondiale qui vont prendre le relais au chevet de l'Uruguay. Rappelons que l'Argentine et l'Uruguay ont appliquéd'urement toutes les recommandations du FMI et sont plongés dans une crise sans précédent. Les recommandations du FMI ne seraient-elles pas à repenser complètement, comme l'affirme Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001 ? (voir Lire p.4)



Le Brésil, puissance incontournable du continent et pays du Sud le plus endetté, inquiète aussi les grands argentiers du monde. La prochaine élection présidentielle du 6 octobre est incertaine, et le candidat du Parti des Travailleurs (le célèbre Lula) est en tête dans les sondages. Cela effraie les investisseurs qui jouent contre la monnaie brésilienne (le real a baissé de 40% depuis janvier) et provoquent des turbulences financières. La démocratie n'est décidément pas bien vue des marchés...

Le gouvernement actuel du président Cardoso a négocié un plan avec le FMI, qui lui a accordé un méga-prêt d'un montant jamais atteint : 30 Mds \$ d'ici fin 2003, qui vont donc s'ajouter aux 240 Mds \$ de dette extérieure actuelle. La dette se perpétue sans fin... Il y a bien sûr une contrepartie : le FMI exige la poursuite d'une stricte austérité budgétaire jusqu'en 2005. Ce prêt, destiné à calmer les marchés, est aussi un moyen pour le FMI de mettre le futur gouvernement au pas et de l'obliger à une transition tranquille. Décidément Lula leur fait bien peur. Serait-il vraiment capable désormais de répudier la dette brésilienne héritée pour partie d'une dictature terrible, comme il l'a laissé entendre ? Le FMI a exigé un accord de principe des principaux candidats à la présidentielle sur ce plan avant d'accorder le prêt. Magnanime, il est revenu sur son exigence d'un engagement par écrit. Son directeur, l'allemand Horst

Köhler, est clair : "En réduisant les vulnérabilités et les incertitudes, le nouveau programme (...) est un pont fourni au prochain gouvernement à compter de 2003." Conclusion : le FMI s'asseoit sur la démocratie et la volonté populaire.

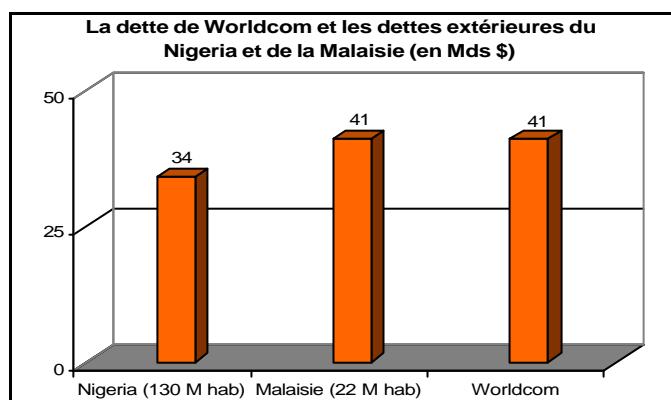
DAMIEN MILLET

WORLDCOM PROTÉGÉ

Après le scandale Enron en décembre 2001, Worldcom (second opérateur téléphonique américain longue distance, plus de 100 Mds \$ d'actifs) est devenu la plus grosse faillite du capitalisme mondial.

Déjà 7,2 Mds \$ de malversations financières ont été découverts, qui ont permis d'afficher un résultat positif au lieu d'une perte pour 2001. La jungle libérale, qui proclame le libre marché et la concurrence, est décidément incompatible avec la transparence démocratique.

Le 21 juillet, Worldcom, endetté à hauteur de 41 Mds \$, invoquait l'article 11 du code américain des faillites pour se protéger de ses créanciers. En août la compagnie aérienne US Airways l'imitait. Qu'en est-il du Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique noire, écrasé par sa dette mais dont les populations continuent de payer ? ou de la Malaisie, qui possède une dette extérieure comparable mais qui n'a pas eu la possibilité de se protéger de ses créanciers lors de la crise du sud-est asiatique de 1997 ?



D'après la CNUCED, sur les 100 entités économiques les plus importantes, 71 sont des Etats et 29 des multinationales. L'importance de ces firmes est particulièrement inquiétante pour la défense des populations et de leurs intérêts.

D. M.

ÉVIAN, FUTURE FORTERESSE

Le prochain sommet du G8 (les 7 pays les plus industrialisés et la Russie) aura lieu en France, à Evian-les-Bains, début juin 2003. Après un village des Rocheuses au Canada, la France a choisi un lieu facile à boucler, afin d'empêcher les mouvements protestataires de faire entendre leurs voix.

Ce choix révèle la peur de nos dirigeants à l'égard des mobilisations citoyennes et de tous ceux, de plus en plus nombreux, qui luttent contre la mondialisation libérale. Le temps des sommets à Paris (1989) et Lyon (1996) est révolu. Dans la droite ligne de l'Appel de la Bastille en 1989 et de la campagne "Les Autres Voix de la Planète" en 1996, le CADTM France participera à cette occasion à la construction d'un important mouvement de protestation.

DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT

Le temps des désillusions

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a publié fin juillet son Rapport mondial sur le développement humain 2002.

Intitulé *Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté*, il dresse le constat suivant : "La mondialisation a beau renforcer les interdépendances, le monde semble de plus en plus fragmenté : il y a d'un côté les riches et de l'autre les pauvres, d'un côté les puissants et de l'autre les faibles, d'un côté ceux qui saluent l'avènement de la nouvelle économie mondiale et de l'autre ceux qui exigent une voie différente."

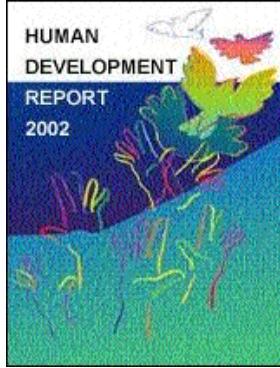
Même si 140 pays (sur environ 200) organisent des élections pluralistes, les pays en développement qui ont choisi cette voie l'ont fait sur fond de grande pauvreté et de tensions sociales très fortes. L'option démocratique est souvent bien fragile (comme au Niger, voir p.5). Même là où des élections pluralistes sont organisées, les citoyens ont compris que les vrais choix leur échappent.

Parallèlement, les inégalités dans le monde s'accroissent. Et c'est un choc ressenti par les populations qui ont voté librement mais qui ne constatent pas d'amélioration de leurs conditions. Car "pour une grande partie de la planète, les perspectives sont sombres", selon le PNUD.

Les lacunes dans le développement humain sont flagrantes. Par exemple, le taux de vaccination des enfants est tombé sous le seuil des 50% en Afrique subsaharienne, et la lutte contre la faim progresse trop lentement : à cette vitesse, il faudrait 130 ans pour régler ce problème, ce qui n'est pas supportable. De plus, chaque année, plus de 500 000 femmes dans le monde meurent de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement. Et pire, chaque jour dans le monde, plus de 30 000 enfants meurent de maladies facilement curables.

Sur le plan économique, la pauvreté monétaire frappe durement. Sur 6 milliards d'êtres humains, 1,2 milliard vit avec moins de 1\$ par jour, et 2,8 milliards avec moins de 2\$ par jour. Pendant les années 90, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne est passé de 242 à 300 millions. De plus, 20 pays d'Afrique subsaharienne, qui rassemblent plus de la moitié des habitants de cette région, sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990, et 23 sont plus pauvres qu'en 1975.

Pourtant, le monde n'a jamais été aussi riche qu'actuellement, mais les très riches en concentrent la plus grosse part. C'est ainsi que "les 1% les plus riches de la population mondiale reçoivent chaque année un revenu équivalant à celui des 57% les plus pauvres. [...] Le revenu des 5% de personnes les plus riches au monde reste 114 fois supérieur à celui



des 5% les plus pauvres", indique le rapport.

"En l'absence d'un revirement spectaculaire, dans une génération, on court véritablement le risque de voir les dirigeants mondiaux fixer de nouveau les mêmes objectifs", souligne le PNUD. L'annulation totale de la dette extérieure publique des pays en développement et l'abandon des politiques d'ajustement structurel, que le CADTM réclame, peuvent constituer ce revirement spectaculaire que le PNUD appelle de ses voeux.

Par le biais du service de la dette, les détenteurs de capitaux des pays riches s'accaparent les ressources du Sud et les richesses qui y sont produites par les populations. Le FMI et la Banque mondiale, dont le PNUD souligne l'absence de démocratie tant dans la sélection des dirigeants que dans le système de répartition des droits de vote, sont les organismes chargés de gérer cette domination implacable, qui se fait au détriment des individus les plus vulnérables. Le paludisme tue un million de personnes par an, surtout en Afrique, où les malades ne sont pas solvables : les grands laboratoires ont estimé qu'ils n'avaient pas intérêt à investir pour trouver un vaccin et la recherche est trop peu financée. Les règles commerciales mondiales taxent fortement les produits provenant des pays pauvres, et pendant ce temps-là, les pays riches subventionnent leur production, notamment agricole, à hauteur de 1 milliard de dollars par jour, pour concurrencer les produits du Sud sur le marché mondial. Le système actuel est donc fondamentalement responsable des inégalités ahurissantes et d'une pauvreté galopante.

► D. M.

PPTE NEWS

6 C'est le nombre de pays à avoir atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée, sur les 42 Pays Pauvres Très Endettés, depuis que la Mauritanie a rejoint le 18 juin 2002 l'Ouganda, la Bolivie, le Mozambique, la Tanzanie et le Burkina Faso.
Pour plus de renseignements sur l'initiative PPTE : www.cadtm.org/pages/francais/ppte.htm

SUR LE SITE WWW.CADTM.ORG

Archives : retrouvez les anciens bulletins au format pdf ou html à la rubrique "Bulletins d'information du CADTM France".

Nouveau : le Mexique pays du mois en août et le Mozambique en septembre ; le Forum des peuples au Mali ; le dossier de *Témoignage Chrétien* sur la dette ; et d'autres documents que nous vous encourageons à découvrir.

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 02-38-59-98-28

E-mail : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : août 2002

Dessin : DOM (airdom@libertysurf.fr)

Photos : Indymedia (p.2) ; CADTM (p.6).

AU SOMMET MONDIAL CONTRE LA FAIM À ROME

"S'éloigner de l'analyse de la portée et des caractéristiques de la pauvreté pour aller directement aux façons d'y remédier constitue un raccourci souvent utilisé qui laisse de côté un domaine fondamental de recherche : les causes de la pauvreté." C'est ainsi que F. Viciani, K. G. Stamoulis et A. Zecca introduisent le chapitre "les causes de la pauvreté, l'inégalité et l'insécurité alimentaire" dans Problèmes actuels et émergents pour l'analyse économique et la recherche de politiques (FAO, organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2001).

Décrivant ensuite ces causes issues, selon les cas, du crédit, du marché, des réseaux de transport, des réseaux sociaux, des guerres et désordres civils, du sida, etc., ils mettent en lumière les écueils des politiques de réformes orientées vers le marché : aggravation des inégalités sociales et faiblesse institutionnelle de l'Etat. De nombreuses personnes interrogées constatent que croissance de l'agriculture et aggravation de la pauvreté coexistent. On pense aux excès de l'agro-industrie du café, du cacao, de la banane.

Nous aurions aimé entendre Jacques Diouf, directeur général de la FAO, reprendre ce type d'analyse dans son intervention du 9 juin, au forum sur la sécurité alimentaire qui se tenait parallèlement au sommet mondial "Rome 5 ans après" organisé par son agence onusienne. C'est ce que les différents orateurs de la "société civile" mondiale qui l'avaient précédé lui avaient soufflé: "l'agriculture africaine n'est qu'un moyen de subsistance et la mondialisation accentue les famines et les mal-nutritions" (Mercy Karanga), "agriculture et pêche ne sont pas des marchandises et doivent sortir de l'OMC" (Maris Alvarez), etc. En résumé, tous demandaient que la FAO joue un rôle dans le renforcement des liens entre société civile et organismes de gestion politique et de finance, et travaille plus ardemment à la préservation des réserves halieutiques, des pâturages, de la biodiversité, etc., notamment pour les générations futures. Las, ce très haut fonctionnaire international s'est contenté de constater que l'objectif fixé à Rome cinq ans auparavant, de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015, ne serait pas atteint "car la baisse ne se fait qu'au rythme de 6 millions de pauvres en moins par an au lieu des 22 millions nécessaires".

Le discours était charmeur et lénifiant. Ces hauts fonctionnaires onusiens usent-ils de diplomatie pour faire monter peu à peu nos idées vers les hautes sphères du commerce ou inversement ? Lobbying international auprès des puissants mondiaux ou du mouvement social mondial ? L'hypothèse émise par Stamoulis que dans un avenir proche l'agriculture sera essentiellement commerciale semble prévaloir dans les esprits des "décideurs" et des technocrates internationaux.

Rappelons que globalement 1 200 millions de personnes vivent dans un état qualifié d'extrême pauvreté (moins d'un dollar par jour) ; parmi eux 75% vivent en zones rurales (les projections indiquent 60 % en 2020

et 50 % en 2035). 44 % de ces pauvres ruraux vivent en Asie du Sud, 24 % en Afrique subsaharienne, 24 % en Asie de l'Est et 6,5 % en Amérique latine et aux Caraïbes (IFAD, Rural Poverty Report 2001). Au vu des résultats catastrophiques des politiques mondiales de ces dernières décennies, l'orientation "tout commerce" laisse songeur. Il est plus que temps, dans de nombreux pays, de mettre en oeuvre les moyens d'atteindre la souveraineté alimentaire, vecteur et corollaire d'autres progrès si déses-

pérément attendus : santé, éducation... Souveraineté alimentaire n'est ni synonyme d'autarcie ni symbole de régression.

Sans surprise, la déclaration finale de cette conférence romaine est un nouveau cocktail de formules contradictoires où sont stigmatisées les blessures mortelles infligées à l'humanité et mis au goût du jour les paradigmes éculés du capitalisme outrancier : "10- Reconnaissant les difficultés qu'ont les pays en développement à conjuguer besoins en sécurité alimentaire et conduite des réformes orientées vers la globalisation..." 12- Reconnaissant l'importance du commerce international pour atteindre la sécurité alimentaire dans les pays en développement..." et le lancingant "14- Réitérant notre profonde inquiétude quant au fardeau de la dette des pays en développement..." (Résolution du sommet mondial contre la faim, Préambule)...

ALAIN SAUMON
DÉLÉGUÉ DU CADTM AU FORUM PARALLÈLE

LIRE

La grande désillusion, Joseph E. Stiglitz, éd. Fayard, 2002. Un réquisitoire argumenté et implacable contre la politique désastreuse menée par le FMI, de la part d'un observateur au cœur du système : économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 1999, prix Nobel d'économie en 2001. Mais un réquisitoire qui épargne particulièrement la Banque mondiale, alors que ces deux institutions sont difficilement séparables...

Mesures et démesure de la pauvreté, Blandine Destremau, Pierre Salama, éd. PUF, 2002. Son titre le résume parfaitement. Le concept de pauvreté y est disséqué dans ses différentes dimensions et ses enjeux. Les auteurs rappellent que c'est en termes de souffrance humaine qu'il faut parler de la pauvreté, qu'"elle n'est donc pas dissociable de la question des droits économiques et sociaux de l'homme, ni d'une réflexion sur les fondements de la citoyenneté". Petit livre très "nourrissant".



AILLEURS : NIGER

Au Niger, la jeune démocratie est en train d'être remise en cause. Après des mutineries de militaires début août 2002, le gouvernement cherche à restreindre les droits à l'information, à la liberté d'expression et de la presse, et se dirige vers la mise en place d'une cour martiale.

La Présidente du Collectif des Organisations de Défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie, Amina Balla Kalto, et le Président de la Ligue Nigérienne des Droits de l'Homme, Elhadj Bagnou Bonkoukou, ont été interpellés pour leurs prises de position.

Le Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme (RJDH), proche du CADTM, demande de protester auprès des autorités (fax du Premier Ministre : (227) 73.58.59).

Contact : Abdourahamane Ousmane, Pdt RJDH, BP 10948, Niamey. Tél : (227) 97.72.92.

ET LA DETTE ÉCOLOGIQUE ?

A l'heure du sommet de Johannesburg sur le développement durable, la question de la "dette écologique" des pays du Nord envers les pays du Sud risque fort de revenir sur la table des négociations. Lors du sommet de Durban contre la discrimination raciale tenu il y a un an, une partie de la société civile africaine avait exigé des réparations pour l'esclavage, le colonialisme et le pillage systématique dont les peuples de ce continent ont été les victimes pendant plusieurs siècles. La dette écologique des pays du Nord est quant à elle au centre de la "Campagne pour la reconnaissance et la revendication de la dette écologique" lancée il y a deux ans à Quito (Equateur).

Quel est le lien entre dette financière et dette écologique ? Depuis les années 80, la crise de la dette financière et la mise sous tutelle des économies du Sud par le FMI au travers de ses plans d'ajustement structurel ont conduit ces pays à développer très fortement leurs cultures d'exportation, bien au-delà du raisonnable, ce qui a des conséquences dévastatrices pour l'environnement : déforestation accélérée, augmentation des pesticides et des engrains chimiques, atteinte à la biodiversité pour laisser place aux monocultures, etc. La nécessité de respecter les échéances de remboursement de la dette financière entraîne une accélération insoutenable, sur le plan écologique, de la cadence d'exploitation des richesses naturelles.

Dans le passé, certains pays endettés ont accepté de se défaire de certaines terres écologiquement fragiles en échange d'une remise de dettes. Des trocs de ce type doivent être bannis car ils soulèvent beaucoup de questions notamment sur la non-mise en cause de la légitimité de la dette financière et sur les pertes de souveraineté qui s'ensuivent. La meilleure façon pour les pays occidentaux de commencer à rembourser leurs dettes écologiques serait probablement de renoncer à leurs exigences financières car cette dette écologique dépasse de très loin la dette financière que ces mêmes pays riches réclament aux pays du Sud. La rencontre de Johannesburg devrait être l'occasion de le rappeler.

SYLVIE BOURINET

BRÈVES

Vers une Consultation sociale européenne ?

En mars 2000, après une expérience à Lérida et en marge des élections locales en Espagne, plusieurs milliers de militants organisaient un scrutin parallèle et appelaient leurs concitoyens à se prononcer sur la dette du Tiers Monde détenue par l'Espagne. Plus d'un million d'Espagnols y participèrent et le résultat fut sans appel : 97% d'entre eux se prononcèrent pour son annulation. Mais cette première "consulta" fut frappée d'illégalité par l'Etat espagnol. Peu importe. Les militants espagnols préparent d'autres "consultas", sous d'autres formes, dans un vaste mouvement de redynamisation du débat démocratique. Et ils espèrent bien trouver au-delà des Pyrénées quelques complices désireux de mettre en place des processus d'interpellation massive de la population. Quelle en sera la forme ? Et quels en seront les objectifs ? C'est à nous tous de le déterminer, par exemple en répondant au questionnaire en ligne (en français) disponible sur www.consultaeuropea.org.

FRANÇOIS MAUGER

Espagne : un militant de la dette embastillé

La criminalisation du mouvement social continue. Et elle frappe cette fois un militant anti-dette. Un adhérent du RCADE (Réseau Citoyen pour l'Abolition de la Dette Extérieure, partenaire du CADTM en Espagne) vient d'être condamné à deux ans de prison et à une amende. Son crime ? Avoir participé à un sit-in pacifique à Madrid le 26 novembre 2000. Et avoir, de ce fait, été l'une des victimes d'une répression policière particulièrement brutale, qui expédia 58 manifestants à l'hôpital et dont les images ont fait l'ouverture des journaux télévisés. "A aucun moment, un manifestant n'a répliqué à l'agression policière", nous assurent les copains du RCADE. Et nous les croyons. C'est pourquoi le CADTM France est aux côtés du militant arbitrairement condamné et suivra de près ses prochains démêlés juridiques. Affaire à suivre !

F. M.

LIRE

Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté, J.-P. Cling, M. Razafindrakoto, F. Roubaud, éd. Economica, 2002. Une dizaine d'économistes, sociologues et chercheurs se penchent sur l'application de l'initiative PPTE depuis 1999. Sont ainsi examinées les politiques de lutte contre la pauvreté, l'élaboration et la mise en œuvre des DSRP (Documents stratégiques de réduction de la pauvreté) globalement et au travers d'exemples concrets. Cette approche critique a l'intérêt d'une grande précision de l'analyse et d'une comparaison avec la lutte contre la pauvreté au Nord. Les auteurs, globalement favorables aux allégements de dette, en se refusant à aborder la question de la dette dans sa dimension historique et systémique, en restent à une approche en terme de bonne volonté des institutions de Bretton Woods et des Etats du Sud. Reste que ce livre apporte des informations très utiles et lance des pistes fécondes (sur la pauvreté en particulier).

CLAUDE QUÉMAR

LA DETTE S'INVITE À BERCY

Le 19 juin est la date anniversaire du G7 de Cologne en 1999, où la pétition du Jubilé pour l'annulation de la dette fut remise aux grands de ce monde. C'est aussi chaque année l'occasion en France de manifester notre préoccupation devant le problème de la dette, qui demeure entier malgré l'initiative PPTE.

Ce 19 juin 2002, alors que des manifestants demandaient l'annulation de la dette devant Bercy, une délégation de la plate-forme Dette et Développement, où je représentais le CADTM France, a été reçue par quatre hauts fonctionnaires, emmenés par Jean-Pierre Jouyet, directeur du Trésor et président du Club de Paris.

La rencontre commença par une présentation générale des objectifs de la plate-forme et de ses revendications, puis Jean-Pierre Jouyet affirma qu'il y a (bien sûr) "une communauté de vues sur les valeurs affirmées" de solidarité et de justice que la France porte en permanence au niveau international. En ce qui concerne les pays à revenus intermédiaires, il se prononça pour un mécanisme d'arbitrage, de surveillance, de diagnostic et reconnut que le FMI ne peut être juge et partie. Il recommanda le modèle du Club de Paris, qui selon lui "sait évoluer", faire preuve d'"imagination et de générosité", de "transparence", de "solidarité partagée entre les créanciers". Rien de moins. Les lecteurs de notre étude sur cet organisme borné et opaque (voir www.cadtm.org) sauront apprécier cette affirmation à sa juste valeur.

A la demande d'une solution large et globale au problème de l'endettement (contrairement aux négociations au cas par cas actuelles qui désavantagent le débiteur) et de la construction d'une véritable annulation, il répondit qu'il faut du global et du cas par cas, et que les intérêts des pays débiteurs sont défendus du mieux possible (!).

A propos d'une éventuelle représentation de la société civile au sein du Club de Paris et des ouvertures envisageables, il rappela les efforts déjà consentis (site web, rencontre de ce jour), sans s'engager davantage.

Malgré ces belles paroles, nous avons du mal à comprendre pourquoi les critiques du FMI émises par M. Jouyet ne seraient pas valables pour le Club de Paris lui-même, qui est également juge et partie. En tout cas, l'intégration du Club de Paris au sein d'un mécanisme international d'arbitrage n'est pas prévue.



Le dialogue fut cordial et assez direct. Mais des assertions comme "l'initiative PPTE c'est pas mal", "le Club de Paris est imaginatif et généreux" et "le cadre actuel est bon" nous semblent aberrantes. De plus, le mécanisme d'arbitrage auquel M. Jouyet se rallie, où créanciers et débiteurs se retrouveraient pour "négocier", ne peut satisfaire le CADTM. Ce type de négociation resterait bien sûr à l'avantage des créanciers tout-puissants, et conduirait à un compromis bancal. Seule une annulation totale pourrait régler le problème d'une dette extérieure publique des pays en développement, que nous jugeons immorale et illégitime. Bien entendu, chacun est resté sur ses positions.

► D. M.

BONO À L'ELYSÉE : RV MANQUÉ

Alors que la presse française a fait peu de cas de la journée d'action du 19 juin contre la dette devant Bercy (voir ci-contre), elle a largement couvert la rencontre du lendemain entre Paul Hewson et Jacques Chirac. Il faut dire que Paul Hewson n'est pas un citoyen ordinaire. Plus connu sous le sobriquet de "Bono", il est le chanteur du groupe de rock le plus populaire de ces 20 dernières années, U2. Mais, fervent chrétien, Bono est également un artiste très engagé depuis les années 80 et, notamment, le "Live aid" de 1985, qu'il prolongera en travaillant anonymement six semaines dans un camp de réfugiés éthiopiens. Depuis, Bono n'a jamais cessé de marier show-business et grandes croisades. A la fin du siècle dernier, devenu le porte-parole de "Jubilé 2000", il rencontre les plus grands (Bill Clinton, Tony Blair...) pour leur demander d'annuler la dette des pays pauvres.

Sans réel résultat. En 2002, il crée sa propre organisation humanitaire, DATA ("Debt, Aids and Trade in Africa" : Dette, Sida et Commerce en Afrique) et entraîne le ministre des finances américains, Paul O'Neill, de dispensaire en dispensaire à travers l'Afrique. Quelques semaines plus tard, il se rend à l'Elysée pour plaider la cause de l'Afrique auprès de Jacques Chirac. Pour quels effets, encore une fois ? Rien n'indique pour l'instant que la stratégie de l'Elysée d'exploitation éhontée de son "pré carré" africain ne soit en passe de changer. Peut-être est-ce donc Bono qui devrait revoir sa stratégie et se rapprocher des associations qui suivent le dossier de la dette au jour le jour... ► F. M.



Bulletin d'abonnement / adhésion

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____ @ _____

- [] Adhère au CADTM France : [] 10 euros [] 6 euros (étudiants et précaires)
[] M'abonne aux publications du CADTM : [] 38 euros [] 22 euros (étudiants et précaires)
[] M'inscris à la séance de formation du CADTM France le 19 octobre à Paris (3 euros).

A adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau